

Crédit à l'intérêt hypothécaire

L'industrie de la construction peut construire 275,000 unités par année, mais les mises en chantier ne devraient pas dépasser en moyenne 196,000 unités cette année et 205,000 en 1980. Ces chiffres sont basés sur des prévisions du Conference Board du Canada.

En ce qui concerne la demande de fonds hypothécaires, les prêteurs disposent maintenant de fonds excédentaires étant donné le petit nombre de logements mis en chantier dernièrement. Il faudra attendre que ces excédents aient été écoulés avant que le jeu des forces du marché provoque la hausse des taux d'intérêt. J'ai mentionné tout à l'heure que quelques prêteurs avaient même réduit leurs taux d'intérêt. Je pense que l'on peut s'attendre à de nouvelles réductions dans un proche avenir.

Une autre chose qu'on a dit à propos des taux d'intérêt c'est ceci: «En laissant monter le taux préférentiel, vous avez supprimé toute possibilité de bénéfices». Ce n'est pas exact. A court terme, il est essentiel que les taux d'intérêt soient élevés pour empêcher que les capitaux ne quittent le Canada pour les États-Unis où les taux d'intérêt continuent de monter. Si les capitaux quittent massivement le Canada, le dollar continuera de fléchir provoquant une flambée d'inflation. Quand les députés de l'opposition officielle affirment que la politique du gouvernement est de laisser monter l'intérêt sans raison apparente, ils sont complètement dans l'erreur. Comme les libéraux ont laissé croître sans mesure les dépenses gouvernementales, nous sommes le pays occidental le plus endetté et nous assistons aujourd'hui à une hausse des taux d'intérêt.

Chose certaine, la dette doit être remboursée. Ce serait trop beau si au moment où un nouveau gouvernement arrive au pouvoir, la dette nationale accumulée jusque-là était effacée. Les choses ne se passent pas ainsi. A cause des libéraux, le peuple canadien est aux prises avec une dette absurde qui lui coûte en seuls frais d'administration quelque 23 millions de dollars par jour. Comme en général les hypothèques sont consenties pour les périodes assez longues, cinq ans par exemple, les taux d'intérêt hypothécaire ne peuvent être influencés que par les variations des taux bancaires.

On a également mentionné le cas de ceux qui pourraient négocier une nouvelle hypothèque. On a demandé ce qui pourrait empêcher ceux qui ont déjà une maison de solliciter une hypothèque de \$50,000 et de bénéficier de la réduction d'impôt tout en investissant cet argent ailleurs? On a déjà pris certaines précautions pour éviter ce genre d'abus. Ainsi, les contribuables ne pourront en retirer des avantages indus en grevant leurs maisons d'hypothèques plus élevées. La seule exception à cette règle s'appliquera aux emprunts de \$5,000 ou plus contractés par des particuliers afin d'apporter des modifications ou des rénovations majeures à une maison.

● (1620)

Des députés ont effectué au sujet de ce programme un certain nombre de sondages qui indiquent que 80 à 90 p. 100 des gens y sont favorables. Monsieur l'Orateur, nous sommes élus pour aider les Canadiens et servir leurs intérêts, et si 90 p. 100 d'entre eux désirent voir appliquer un programme en particulier ou recevoir une certaine forme d'aide, et que nous sommes en mesure de les satisfaire, je ne vois pas pourquoi nous devrions les décevoir. Les libéraux veulent les décevoir, mais ils sont bizarres.

[M. McKenzie.]

Le dernier sondage Gallup révélait qu'en moyenne 76 p. 100 des Canadiens approuvaient nos programmes. J'aime bien être du côté de 76 p. 100 des Canadiens. Apparemment, les libéraux veulent être du côté des 13 p. 100 qui les désapprouvent, aussi parlent-ils au nom de ces 13 p. 100. Les libéraux, qui forment l'opposition officielle, parlent au nom des 13 p. 100 qui s'opposent à certains allègements fiscaux. Voilà qui est très intéressant.

Monsieur l'Orateur, je veux rendre hommage au ministre des Finances (M. Crosbie) pour l'excellent discours qu'il a prononcé le 19 novembre lorsqu'il a présenté ce bill et qu'il l'a expliqué dans ses moindres détails. C'est aussi avec intérêt que j'ai écouté les députés de l'opposition faire un tas de fausses déclarations, en particulier le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) qui a dit que le gouvernement américain cherchait à se retirer d'un programme semblable. J'ai discuté de cette question avec des politiciens et des amis américains et je n'ai pu déceler aucun mouvement du gouvernement américain pour retirer leur programme. En fait, comme le ministre des Finances l'a fait remarquer, le gouvernement des États-Unis a plutôt décidé d'élargir son programme.

Les politiciens américains avec lesquels je me suis entretenu et les autres personnes que j'ai rencontrées dans mes voyages ont été vraiment stupéfaits d'apprendre qu'aucun programme de ce genre n'existait chez nous. Ils m'ont à peine cru lorsque je leur ai dit que nous n'avions pas ce genre de programme au Canada. Il est bien connu qu'avec les libéraux les choses n'avancent pas vite, mais maintenant que nous présentons ce programme, les Canadiens vont pouvoir profiter d'un programme qui fait la joie des Américains depuis bien plus d'un siècle.

Comme on peut le voir à la page 1464 du *hansard*, le ministre des Finances a précisé:

Ce programme vise avant tout à alléger le fardeau que représentent l'achat et l'entretien d'une maison et à stimuler l'industrie canadienne du bâtiment qui en a tant besoin, étant donné l'état dans lequel l'ont laissée nos collègues d'en face. Le programme créera des emplois pour ceux qui travaillent dans le secteur du bâtiment et dans les industries connexes. C'est là son objectif.

Pendant la dernière campagne électorale, les libéraux ont prétendu que ce programme provoquerait une hausse du prix des maisons. C'est absolument ridicule, monsieur l'Orateur. Les constructeurs parviennent déjà mal à vendre leurs maisons. S'ils se mettent à hausser leurs prix de \$5,000 ou \$10,000, leurs maisons leur resteront sur les bras et ce sera la faillite. J'en ai rencontré plusieurs et je leur ai dit que les libéraux prétendaient qu'ils augmenteraient le prix de leurs maisons. Ils m'ont répondu en substance que c'était absolument ridicule, qu'ils avaient hâte que notre programme soit mis en vigueur et qu'ils n'avaient aucune intention de relever leurs prix parce que cela serait précisément contraire aux objectifs du programme. Ce seront eux les grands perdants, monsieur l'Orateur. Certains d'entre eux sont déjà en faillite parce qu'ils ne réussissent pas à vendre leurs maisons. Beaucoup de jeunes Canadiens qui ont déjà les capitaux nécessaires et qui ont déjà pris des arrangements hypothécaires ne peuvent se permettre d'acheter une maison pour diverses raisons. Ce programme les aidera à surmonter ces obstacles. Ils n'auront pas toujours à faire les frais d'une modification de notre politique économique.

Au cours du débat du 19 novembre, le député de Winnipeg-Fort Garry a dit, comme en fait foi la page 1470 du *hansard*: